

Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna au 30 juin 2015

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Un ralentissement de l'activité au premier trimestre de 2015, principalement en Amérique du Nord, a entraîné une légère révision à la baisse de la croissance mondiale estimée par le Fonds monétaire international (FMI), avec 3,3 % pour l'année 2015 contre 3,5 % annoncés dans l'édition d'avril 2015 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM). Néanmoins, les facteurs d'une accélération progressive de l'activité économique dans les pays avancés — à savoir l'aisance des conditions financières, une politique budgétaire plus neutre dans la zone euro, la baisse des prix des carburants, le regain de confiance et l'amélioration du marché de l'emploi — restent intacts.

Toujours selon le FMI, la reprise économique dans la zone euro semble en assez bonne voie, avec un redressement généralement robuste de la demande intérieure et une inflation qui commence à monter. Les projections de croissance ont été révisées à la hausse pour de nombreux pays de la zone euro, mais, en Grèce, les événements en cours pèseront probablement bien plus lourdement que prévu sur l'activité. La croissance de la zone euro estimée pour l'année 2015 est de 1,5 %.

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 septembre 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil a apporté quelques ajustements aux mesures de politique monétaire non conventionnelles : « [...] à la suite de l'examen annoncé de la limite de la part d'émission fixée dans le programme d'achat de titres du secteur public après les six premiers mois de ces achats, le Conseil des gouverneurs a décidé de porter cette part de 25 % à 33 %, moyennant une vérification au cas par cas que cela ne placerait pas l'Eurosystème en situation de détenir une minorité de blocage, auquel cas la limite de la part d'émission demeurerait à 25 %. [...] Le Conseil souligne sa volonté et sa capacité d'agir, si nécessaire, en utilisant tous les instruments disponibles dans le cadre de son mandat et rappelle, en particulier, que le programme d'achat d'actifs est suffisamment souple, sa dimension, sa composition et sa durée pouvant être modifiées. Dans le même temps, nous mettrons pleinement en œuvre nos achats mensuels d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros. [...]. Ils devraient être effectués jusque fin septembre 2016 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. ».

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

L'activité économique reste tirée par le secteur du commerce, lequel est soutenu par un niveau de consommation des ménages relativement stable. L'activité du système bancaire local est à l'image de la situation économique du Territoire. L'encours des crédits à la consommation accordés aux ménages se maintient. En revanche, l'encours des crédits d'investissement accordés aux entreprises se contracte. La chute de l'encours des crédits à l'habitat se poursuit, l'absence d'un cadre juridique et de notions cadastrales ne permettant pas à la banque d'asseoir des garanties de prêt sur le foncier.

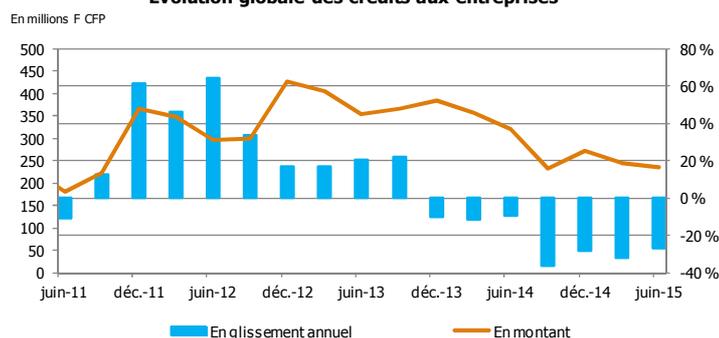
Contraction de l'activité de financement

À la fin du premier semestre 2015, l'encours des **crédits octroyés par l'établissement de crédit local** est en baisse de 7,7 % en rythme annuel.

Nette diminution des crédits aux entreprises

L'encours des crédits accordés aux entreprises atteint 235,3 millions de F CFP à fin juin 2015, en baisse de 26,8 % sur un an. Alors que l'encours des **crédits d'exploitation** enregistre une nette progression, s'élevant à 36,3 millions de F CFP contre 3,1 millions de F CFP à fin juin 2014, le volume des **crédits d'investissement** (51,9 millions de F CFP) se contracte de 15,7 % sur la même période ; l'encours des **crédits à l'habitat** chute quant à lui de 61,2 % et atteint 43,4 millions de F CFP à fin juin 2015. Les **autres crédits**, qui représentent plus de 40 % des crédits aux entreprises, se replient de 28,6 % en rythme annuel. Pour mémoire, l'autofinancement constitue une part non négligeable du financement des investissements des entreprises du Territoire.

Évolution globale des crédits aux entreprises



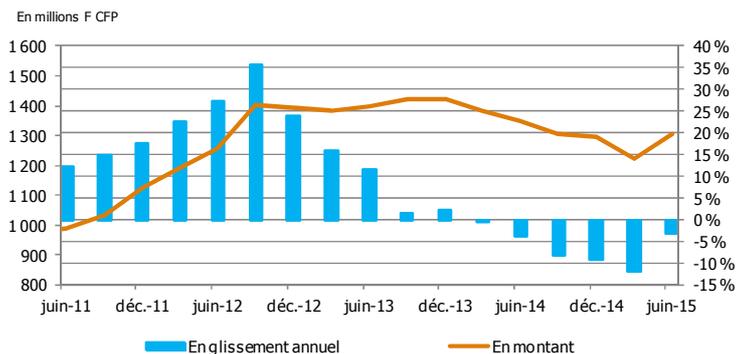
Légère baisse de l'encours des crédits aux ménages

Au 30 juin 2015, l'encours des crédits accordés aux ménages atteint 1,3 milliard de F CFP, en diminution de 3,1 % en un an.

L'encours des **crédits à la consommation**, principale composante de l'endettement des ménages, reste stable sur la période (+0,3 %). À fin juin 2015, cet encours s'élève à 1,2 milliard de F CFP.

L'encours des **crédits à l'habitat** diminue de 29,2 % en un an. Il atteint 109,2 millions de F CFP à fin juin 2015.

Évolution globale des crédits aux ménages

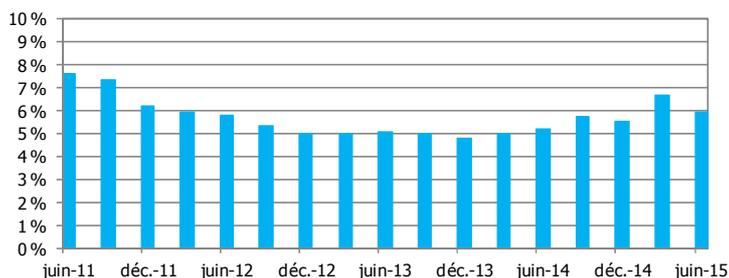


Une sinistralité en légère augmentation

La qualité du portefeuille de la banque locale se dégrade, avec un taux de **créances douteuses** en hausse : il atteint 6,0 % à fin juin 2015 contre 5,2 % à fin juin 2014. L'encours des créances impayées, qui s'élève à 98,4 millions de F CFP à fin juin 2015, est en progression de 6,2 % en un an.

Le secteur du commerce concentre près de 55 % des créances douteuses.

Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



Progression des actifs financiers collectés localement

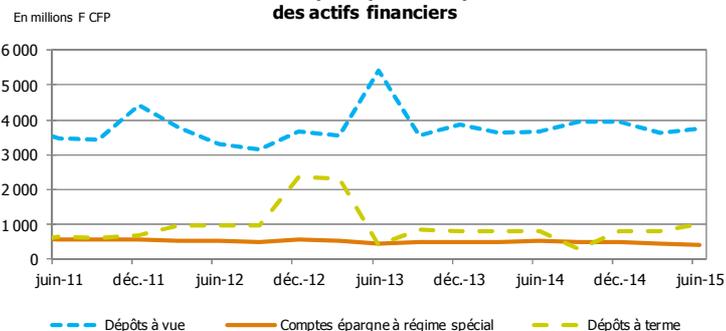
Au 30 juin 2015, l'encours total des dépôts réalisés auprès du système bancaire local et gérés localement s'établit à 5,2 milliards de F CFP, en hausse de 3,2 % en un an.

L'encours des **dépôts à vue** progresse de 2,5 % en rythme annuel. D'un montant total de 3,8 milliards de F CFP, il représente près des trois quarts des placements gérés localement. La contraction des dépôts à vue des ménages et des collectivités locales (respectivement -7,0 % et -2,7 % en un an) est compensée par la hausse de la collecte auprès des entreprises (+14,2 %), ces dernières détenant 45 % de l'encours total.

Les **dépôts à terme** sont également en augmentation en glissement annuel (+23,1 %), ils s'élèvent à 1,0 milliard de F CFP à fin juin 2015 et représentent près de 20 % des dépôts collectés localement.

L'encours des **comptes d'épargne à régime spécial** (exclusivement des livrets ordinaires) recule de 23,0 % en un an, pour atteindre 408,1 millions de F CFP à la fin du premier semestre 2015. Le poids de ces placements dans le volume global des dépôts locaux (7,9 % au 30 juin 2015) poursuit sa tendance baissière constatée depuis juin 2014 (10,6 %), pour atteindre un niveau proche de celui enregistré à fin juin 2013 (7,2 %).

Évolution des principales composantes des actifs financiers



Les autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement à ces dépôts, le système bancaire local collecte d'**autres types de placements** (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations...), non transformables pour leur activité de financement. Ils représentent 28,2 % de l'ensemble des actifs financiers collectés et sont constitués à 99,3 % de placements à long terme. En augmentation de 1,5 % en rythme annuel, ces avoirs s'établissent à 2,0 milliards de F CFP à fin juin 2015.

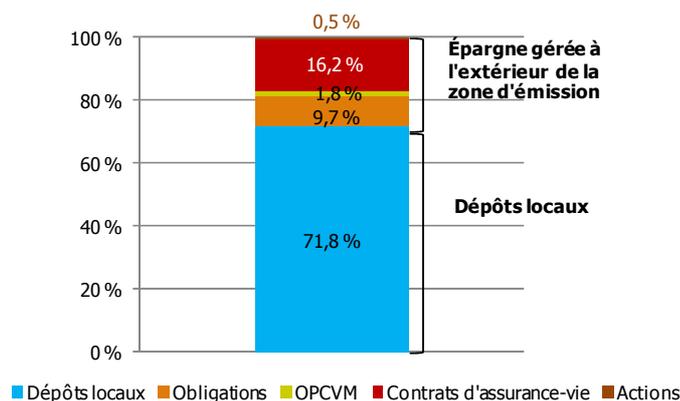
Principal produit d'épargne géré hors de la zone d'émission (57,5 % des placements), les **contrats d'assurance-vie** (1,2 milliard de F CFP) sont en progression en rythme annuel (+8,6 %). Les ménages, dont l'aversion pour le risque semble reculer, ont également de plus en plus recours à des placements en **actions** (35,4 millions de F CFP à fin juin 2015 contre 15,5 millions de F CFP à fin juin 2014) et en **OPCVM non monétaires** (112,5 millions de F CFP à fin juin 2015, +16,9 % en un an). Détenues exclusivement par les collectivités locales, les **obligations** (696,7 millions de F CFP) représentent 34,5 % des actifs gérés hors de la zone d'émission ; leur encours reste stable sur un an (+0,1 %). Enfin, certaines entreprises de la place ont opté pour des placements plus liquides, en

OPCVM monétaires (15,2 millions de F CFP à fin juin 2015, soit 0,8 % des actifs gérés hors de la zone d'émission). Leur attrait pour ce type de produit d'épargne est toutefois en nette diminution (-86,7 % en rythme annuel), au profit des comptes à terme gérés localement.

Au 30 juin 2015, l'ensemble des **actifs financiers détenus par les agents économiques** s'élève à 7,2 milliards de F CFP, en hausse de 2,7 % en un an.

Les **actifs financiers détenus par les ménages** représentent 41,8 % de l'ensemble des dépôts collectés localement. Ils s'élèvent à 3,0 milliards de F CFP à fin juin 2015, en baisse de 4,2 % sur un an. Les **actifs des sociétés non financières** (27,1 % des actifs) affichent une progression de 21,6 % en rythme annuel et atteignent 1,9 milliard de F CFP à fin juin 2015. Enfin, les **actifs financiers détenus par les collectivités locales** (31,1 % des actifs) diminuent légèrement en un an et s'élèvent à 2,2 milliards de F CFP à la fin du premier semestre 2015.

Répartition des dépôts

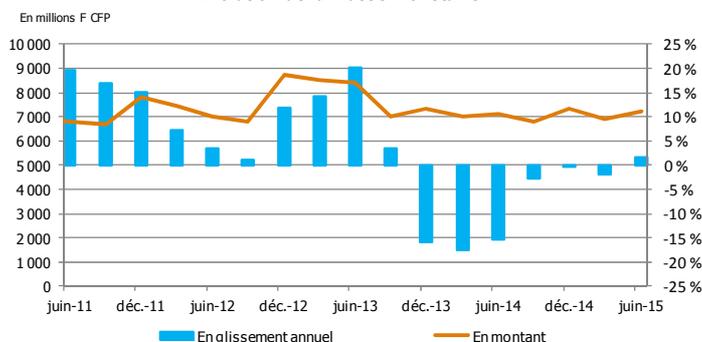


Le solde emplois-ressources du système bancaire local

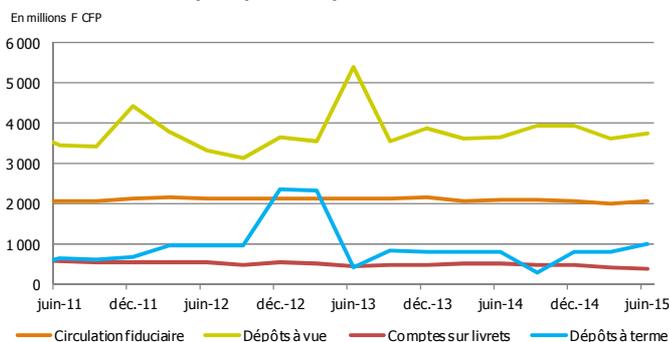
Augmentation de la masse monétaire en circulation

La masse monétaire M3 s'inscrit en hausse de 1,6 % en rythme annuel, pour s'établir à 7,2 milliards de F CFP au 30 juin 2015. Les **dépôts à vue**, qui composent plus de la moitié de la masse monétaire, s'élèvent à 3,7 milliards de F CFP (+2,5 % en glissement annuel). Les **dépôts à terme** (1,0 milliard de F CFP à fin juin 2015) ont progressé de 23,1 % en un an. Les **comptes sur livrets** s'inscrivent quant à eux dans une tendance baissière. Ils diminuent de 23,0 % en rythme annuel et s'élèvent à 408 millions de F CFP à fin juin 2015.

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire



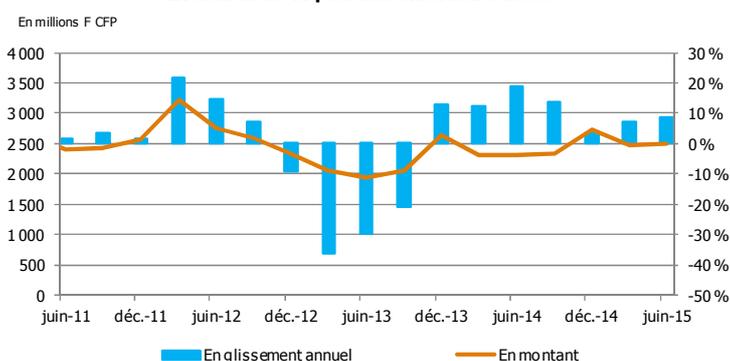
La position extérieure nette s'améliore

Au 30 juin 2015, les **ressources du système bancaire local** s'élèvent à 4,9 milliards de F CFP, en hausse de 4,3 % sur un an. Elles concourent à 33,8 % au financement de l'activité de crédit. La banque locale se finance essentiellement grâce aux dépôts collectés (4,2 milliards de F CFP au 30 juin 2015, soit 85,9 % des ressources) auxquels s'ajoutent des ressources propres à l'établissement de crédit (691 millions de F CFP, soit 14,1 % des ressources).

Le **solde emplois-ressources clientèle** de la banque ressort en hausse de 14,5 % en un an, à 2,5 milliards de F CFP, sous l'effet d'une progression des dépôts collectés (+4,9 %) et d'une contraction de l'encours des crédits accordés (-7,0 %).

La **position extérieure nette** (différence entre les avoirs et les engagements situés hors zone d'émission) s'élève à 2,5 milliards de F CFP, en hausse de 8,5 % en rythme annuel.

Évolution de la position extérieure nette



ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Parallèlement aux opérations enregistrées auprès du système bancaire local, les agents économiques sollicitent des financements auprès d'établissements de crédit situés hors de la zone d'émission.

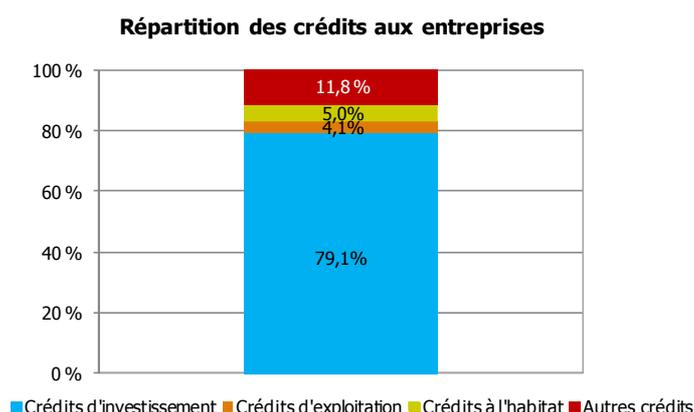
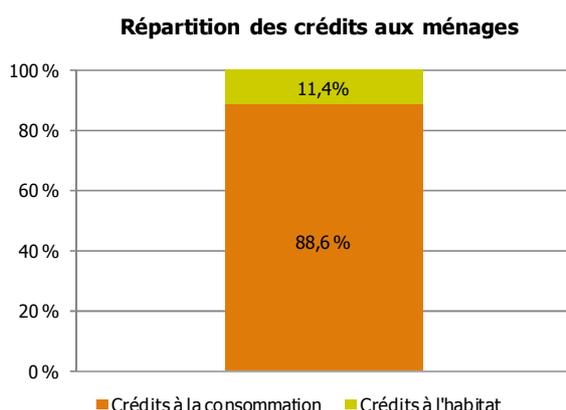
L'encours sain des **crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant sur le Territoire se contracte significativement en un an (-32,2 %), à 2,5 milliards de F CFP.

L'encours des **crédits octroyés aux ménages** recule de 5,5 % en rythme annuel, impactés par la nouvelle diminution des crédits à l'habitat (-34,8 % sur les douze derniers mois). Les crédits à la consommation, qui composent 88,6 % des crédits aux ménages, restent stables (+0,3 % en glissement annuel).

Les **concours accordés aux entreprises** affichent une baisse importante en rythme annuel (-57,3 %), à 878,1 millions de F CFP. Cette chute s'explique par le remboursement anticipé d'importants prêts à l'équipement contractés par une société de la place, fin 2014. Les crédits d'investissements représentent désormais 79,1 % des crédits aux entreprises à la fin du premier semestre 2015, contre 87,1 % fin juin 2014 (-8,0 points).

Exclusivement dédiés à l'investissement, les **concours aux collectivités locales** sont en forte hausse (+45,6 % en rythme annuel), du fait de la mobilisation d'une première tranche des crédits destinés au financement de l'installation de la téléphonie mobile à Wallis-et-Futuna fin 2014. Ces concours, exclusivement accordés par des établissements de crédit situés hors zone d'émission, s'élevèrent à 270,5 millions de F CFP à fin juin 2015.

La part de marché des **établissements de crédit non installés localement** représente 38,2 % des crédits totaux (en baisse de 16,4 points). Totalisant un encours de 958,3 millions de F CFP, leurs concours chutent de 52,6 % en rythme annuel.



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	2 079	2 142	2 139	2 104	2 091	2 062	2 023	2 061	-0,1%	-2,0%
<i>Billets</i>	<i>2 079</i>	<i>2 143</i>	<i>2 140</i>	<i>2 104</i>	<i>2 091</i>	<i>2 062</i>	<i>2 023</i>	<i>2 062</i>	<i>0,0%</i>	<i>-2,0%</i>
<i>Pièces</i>	<i>0</i>	<i>-1</i>	<i>-1</i>	<i>-1</i>	<i>0</i>	<i>1</i>	<i>-1</i>	<i>-1</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
Dépôts à vue	3 452	3 322	5 407	3 657	3 931	3 937	3 615	3 748	-4,8%	2,5%
TOTAL M1	5 531	5 464	7 546	5 761	6 022	6 000	5 638	5 809	-3,2%	0,8%
M2-M1	590	551	448	530	507	500	439	408	-18,4%	-23,0%
Comptes sur livrets	590	551	448	530	507	500	439	408	-18,4%	-23,0%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M2	6 122	6 015	7 994	6 291	6 529	6 500	6 077	6 217	-4,4%	-1,2%
M3-M2	652	985	412	820	290	820	810	1 010	23,1%	23,1%
Dépôts à terme	652	985	412	820	290	820	810	1 010	23,1%	23,1%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	6 774	6 999	8 406	7 111	6 819	7 320	6 887	7 226	-1,3%	1,6%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
M3+P1	6 774	6 999	8 406	7 111	6 819	7 320	6 887	7 226	-1,3%	1,6%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Avoirs hors zone d'émission	5 907	6 176	6 556	5 915	5 987	7 201	6 935	7 619	5,8%	28,8%
Institut d'émission	3 292	3 212	4 619	3 614	3 650	4 482	4 464	5 122	14,3%	41,7%
Établissements de crédit	2 616	2 964	1 938	2 302	2 338	2 719	2 472	2 498	-8,2%	8,5%
Créances du Trésor public	1 508	933	930	916	799	777	782	867	11,6%	-5,4%
Concours sur ressources monétaires	-642	-109	920	280	32	-659	-830	-1 260	n.s	n.s
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 277	1 660	1 862	1 775	1 643	1 670	1 579	1 651	-1,2%	-7,0%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 919	1 769	942	1 495	1 611	2 329	2 410	2 911	25,0%	94,7%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>590</i>	<i>595</i>	<i>598</i>	<i>601</i>	<i>602</i>	<i>604</i>	<i>605</i>	<i>606</i>	<i>0,3%</i>	<i>0,8%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>92</i>	<i>91</i>	<i>88</i>	<i>86</i>	<i>85</i>	<i>84</i>	<i>85</i>	<i>85</i>	<i>1,5%</i>	<i>-0,8%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>213</i>	<i>210</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Divers</i>	<i>1 024</i>	<i>874</i>	<i>256</i>	<i>808</i>	<i>924</i>	<i>1 641</i>	<i>1 720</i>	<i>2 220</i>	<i>35,2%</i>	<i>174,8%</i>
Total M3	6 774	6 999	8 406	7 111	6 819	7 320	6 887	7 226	-1,3%	1,6%
Position extérieure nette	2 402	2 754	1 938	2 302	2 338	2 719	2 472	2 498	-8,2%	8,5%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Emplois	3 797	4 561	5 888	4 688	4 528	5 031	4 690	4 889	-2,8%	4,3%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	1 934	487	411	496	464	562	13,3%	15,5%
Crédits bruts	1 277	1 660	1 862	1 775	1 643	1 670	1 579	1 651	-1,2%	-7,0%
Réserves obligatoires et libres	118	147	155	125	136	144	174	179	23,7%	42,8%
Position extérieure nette des EC (si positive)	2 402	2 754	1 938	2 302	2 338	2 719	2 472	2 498	-8,2%	8,5%
Ressources	3 797	4 561	5 888	4 688	4 528	5 031	4 690	4 889	-2,8%	4,3%
Dépôts collectés (- encaisses)	3 114	3 813	5 202	4 000	3 841	4 343	4 000	4 198	-3,3%	4,9%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	682	686	686	687	687	688	689	691	0,5%	0,6%
Excédent des opérations diverses des EC	1	62	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Réescampte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Solde emplois-ressources clientèle	1 837	2 153	3 340	2 226	2 197	2 673	2 421	2 547	-4,7%	14,5%

Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Sociétés non financières	1 367,5	1 664,6	1 535,4	1 602,9	1 442,2	2 168,7	1 867,7	1 949,8	-10,1%	21,6%
Dépôts à vue	829,8	1 187,6	1 032,1	1 476,7	1 316,0	2 093,6	1 804,6	1 686,6	-19,4%	14,2%
Placements liquides ou à court terme	537,8	477,0	503,2	126,2	126,2	75,1	63,1	263,1	250,4%	108,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	537,8	477,0	503,2	126,2	126,2	75,1	63,1	263,1	250,4%	108,5%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>315,0</i>	<i>27,0</i>	<i>112,1</i>	<i>12,0</i>	<i>12,0</i>	<i>59,9</i>	<i>48,0</i>	<i>248,0</i>	<i>313,7%</i>	<i>1966,5%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>222,8</i>	<i>450,0</i>	<i>391,2</i>	<i>114,2</i>	<i>114,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>0,0%</i>	<i>-86,7%</i>
Épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Ménages	2 882,0	3 070,5	3 066,1	3 133,8	3 124,3	2 873,7	2 891,1	3 003,2	4,5%	-4,2%
Dépôts à vue	1 227,9	1 363,2	1 462,4	1 390,4	1 416,7	1 194,7	1 187,7	1 292,5	8,2%	-7,0%
Placements liquides ou à court terme	598,1	612,1	494,1	561,5	536,2	485,8	429,0	400,2	-17,6%	-28,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	540,1	526,6	420,0	497,9	472,3	469,1	410,1	382,0	-18,6%	-23,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>540,1</i>	<i>526,6</i>	<i>420,0</i>	<i>497,9</i>	<i>472,3</i>	<i>469,1</i>	<i>410,1</i>	<i>382,0</i>	<i>-18,6%</i>	<i>-23,3%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	57,9	85,4	74,2	63,7	64,0	16,6	18,9	18,2	9,2%	-71,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>57,9</i>	<i>84,5</i>	<i>74,2</i>	<i>63,7</i>	<i>64,0</i>	<i>16,6</i>	<i>18,9</i>	<i>18,2</i>	<i>9,2%</i>	<i>-71,5%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
Épargne à long terme	1 056,0	1 095,2	1 109,5	1 181,8	1 171,4	1 193,2	1 274,4	1 310,5	9,8%	10,9%
<i>dont actions</i>	<i>14,9</i>	<i>10,4</i>	<i>14,0</i>	<i>15,5</i>	<i>16,0</i>	<i>18,6</i>	<i>35,4</i>	<i>35,4</i>	<i>90,4%</i>	<i>128,5%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>111,0</i>	<i>109,3</i>	<i>131,7</i>	<i>96,3</i>	<i>97,0</i>	<i>101,8</i>	<i>118,3</i>	<i>112,5</i>	<i>10,6%</i>	<i>16,9%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>930,1</i>	<i>975,5</i>	<i>963,8</i>	<i>1 070,0</i>	<i>1 058,4</i>	<i>1 072,8</i>	<i>1 120,7</i>	<i>1 162,6</i>	<i>8,4%</i>	<i>8,6%</i>
Autres agents	3 965,8	3 719,1	3 836,9	2 262,6	2 148,2	2 116,2	2 092,0	2 234,8	5,6%	-1,2%
Dépôts à vue	1 394,5	771,5	2 912,4	789,8	1 198,0	648,9	622,9	768,4	18,4%	-2,7%
Placements liquides ou à court terme	1 765,7	2 333,5	253,8	777,1	248,8	774,7	772,1	769,7	-0,6%	-0,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	50,1	24,1	28,2	32,4	35,2	31,0	28,4	26,1	-16,1%	-19,5%
Placements indexés sur les taux de marché	1 715,6	2 309,4	225,7	744,7	213,6	743,6	743,6	743,6	0,0%	-0,1%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>279,2</i>	<i>873,0</i>	<i>225,7</i>	<i>744,7</i>	<i>213,6</i>	<i>743,6</i>	<i>743,6</i>	<i>743,6</i>	<i>0,0%</i>	<i>-0,1%</i>
Épargne à long terme	805,6	614,1	670,6	695,7	701,4	692,6	697,0	696,7	0,6%	0,1%
Total actifs financiers	8 215,3	8 454,2	8 438,3	6 999,3	6 714,8	7 158,5	6 850,8	7 187,8	0,4%	2,7%
Dépôts à vue	3 452,2	3 322,3	5 406,9	3 656,9	3 930,7	3 937,2	3 615,2	3 747,5	-4,8%	2,5%
Placements liquides ou à court terme	2 901,6	3 422,6	1 251,2	1 464,8	911,2	1 335,6	1 264,2	1 433,0	7,3%	-2,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	590,3	550,7	448,1	530,3	507,4	500,2	438,5	408,1	-18,4%	-23,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>590,3</i>	<i>550,7</i>	<i>448,1</i>	<i>530,3</i>	<i>507,4</i>	<i>500,2</i>	<i>438,5</i>	<i>408,1</i>	<i>-18,4%</i>	<i>-23,0%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	2 311,3	2 871,8	803,1	934,6	403,8	835,4	825,7	1 024,9	22,7%	9,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>652,2</i>	<i>984,6</i>	<i>411,9</i>	<i>820,4</i>	<i>289,6</i>	<i>820,2</i>	<i>810,5</i>	<i>1 009,8</i>	<i>23,1%</i>	<i>23,1%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>1 659,2</i>	<i>1 887,3</i>	<i>391,2</i>	<i>114,2</i>	<i>114,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>0,0%</i>	<i>-86,7%</i>
Épargne à long terme	1 861,6	1 709,3	1 780,2	1 877,5	1 872,8	1 885,8	1 971,4	2 007,2	6,4%	6,9%
<i>dont actions</i>	<i>14,9</i>	<i>10,4</i>	<i>14,0</i>	<i>15,5</i>	<i>16,0</i>	<i>18,6</i>	<i>35,4</i>	<i>35,4</i>	<i>90,4%</i>	<i>128,5%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>805,6</i>	<i>614,1</i>	<i>670,6</i>	<i>695,7</i>	<i>701,4</i>	<i>692,6</i>	<i>697,0</i>	<i>696,7</i>	<i>0,6%</i>	<i>0,1%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>111,0</i>	<i>109,3</i>	<i>131,7</i>	<i>96,3</i>	<i>97,0</i>	<i>101,8</i>	<i>118,3</i>	<i>112,5</i>	<i>10,6%</i>	<i>16,9%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>930,1</i>	<i>975,5</i>	<i>963,8</i>	<i>1 070,0</i>	<i>1 058,4</i>	<i>1 072,8</i>	<i>1 120,7</i>	<i>1 162,6</i>	<i>8,4%</i>	<i>8,6%</i>

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Dépôts locaux	4 694,6	4 857,6	6 266,9	5 007,6	4 727,8	5 257,6	4 864,2	5 165,4	-1,8%	3,2%
Dépôts à vue	3 452,2	3 322,3	5 406,9	3 656,9	3 930,7	3 937,2	3 615,2	3 747,5	-4,8%	2,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	590,3	550,7	448,1	530,3	507,4	500,2	438,5	408,1	-18,4%	-23,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>590,3</i>	<i>550,7</i>	<i>448,1</i>	<i>530,3</i>	<i>507,4</i>	<i>500,2</i>	<i>438,5</i>	<i>408,1</i>	<i>-18,4%</i>	<i>-23,0%</i>
Dépôts à terme	652,2	984,6	411,9	820,4	289,6	820,2	810,5	1 009,8	23,1%	23,1%
Bons de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Titres de créances négociables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placement HZE	3 520,7	3 596,6	2 171,4	1 991,7	1 987,0	1 901,0	1 986,6	2 022,3	6,4%	1,5%
<i>dont actions</i>	<i>14,9</i>	<i>10,4</i>	<i>14,0</i>	<i>15,5</i>	<i>16,0</i>	<i>18,6</i>	<i>35,4</i>	<i>35,4</i>	<i>90,4%</i>	<i>128,5%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>805,6</i>	<i>614,1</i>	<i>670,6</i>	<i>695,7</i>	<i>701,4</i>	<i>692,6</i>	<i>697,0</i>	<i>696,7</i>	<i>0,6%</i>	<i>0,1%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>1 659,2</i>	<i>1 887,3</i>	<i>391,2</i>	<i>114,2</i>	<i>114,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>0,0%</i>	<i>-86,7%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>111,0</i>	<i>109,3</i>	<i>131,7</i>	<i>96,3</i>	<i>97,0</i>	<i>101,8</i>	<i>118,3</i>	<i>112,5</i>	<i>10,6%</i>	<i>16,9%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>930,1</i>	<i>975,5</i>	<i>963,8</i>	<i>1 070,0</i>	<i>1 058,4</i>	<i>1 072,8</i>	<i>1 120,7</i>	<i>1 162,6</i>	<i>8,4%</i>	<i>8,6%</i>
Total actifs financiers	8 215,3	8 454,2	8 438,3	6 999,3	6 714,8	7 158,5	6 850,8	7 187,8	0,4%	2,7%

Les crédits à l'économie

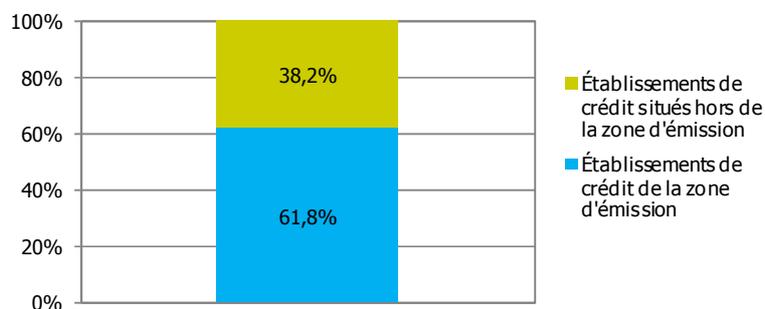
Établissement de crédit local

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	64,0	31,2	2,0	3,1	4,9	49,9	32,0	36,3	-27,3%	1064,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	64,0	31,2	2,0	3,1	4,9	49,9	32,0	36,3	-27,3%	1064,4%
Crédits d'investissement	76,6	71,0	58,1	61,6	70,9	65,7	58,6	51,9	-21,0%	-15,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	76,6	71,0	58,1	61,6	70,9	65,7	58,6	51,9	-21,0%	-15,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	64,1	53,3	45,4	30,2	30,0	11,1	10,4	9,6	-13,4%	-68,2%
Crédits à l'habitat	0,0	133,5	122,8	111,7	40,8	45,9	44,6	43,4	-5,4%	-61,2%
Autres crédits	39,2	59,2	171,5	145,3	115,8	111,8	107,8	103,7	-7,2%	-28,6%
Encours sain	179,8	294,9	354,4	321,6	232,4	273,3	243,0	235,3	-13,9%	-26,8%
Ménages										
Crédits à la consommation	919,0	1 185,6	1 212,1	1 194,0	1 161,3	1 165,7	1 101,9	1 197,8	2,8%	0,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	895,7	1 168,9	1 187,7	1 177,9	1 144,7	1 148,1	1 086,1	1 186,6	3,4%	0,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	23,3	16,8	24,4	16,1	16,7	17,6	15,8	11,2	-36,7%	-30,5%
Crédits à l'habitat	69,1	70,3	188,2	154,3	144,5	128,6	118,9	109,2	-15,1%	-29,2%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	988,0	1 256,0	1 400,3	1 348,3	1 305,8	1 294,3	1 220,8	1 307,0	1,0%	-3,1%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres agents										
Encours sain	12,3	12,9	12,2	12,1	11,3	10,9	10,5	10,2	-6,8%	-16,2%
TOTAL										
Encours sain	1 180,1	1 563,7	1 766,9	1 682,0	1 549,5	1 578,5	1 474,3	1 552,5	-1,6%	-7,7%
Créances douteuses brutes	97,1	96,0	94,8	92,6	93,8	91,8	105,1	98,4	7,1%	6,2%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5,1	5,2	7,3	6,7	8,7	7,8	20,6	13,2	68,2%	97,0%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,0	0,4	1,2	0,7	2,5	2,3	1,1	0,9	-63,3%	19,5%
<i>(dt) Ménages</i>	5,1	4,8	6,0	6,0	6,1	5,5	19,5	12,3	124,6%	106,4%
Provisions	92,0	90,8	87,5	85,9	85,2	84,0	84,5	85,2	1,5%	-0,8%
Encours brut total	1 277,3	1 659,7	1 861,6	1 774,7	1 643,3	1 670,3	1 579,4	1 650,9	-1,2%	-7,0%
Taux de créances douteuses	7,6%	5,8%	5,1%	5,2%	5,7%	5,5%	6,7%	6,0%	0,5 pt	0,8 pt
Taux de provisionnement	94,7%	94,5%	92,3%	92,8%	90,8%	91,5%	80,4%	86,6%	-4,9 pt	-6,2 pt

Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	64,1	1 290,1	17,2	8,7	921,4	54,1	32,0	36,3	-32,9%	317,3%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	1 155,3	0,0	0,0	900,5	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	64,1	134,8	17,2	8,7	20,9	54,1	32,0	36,3	-32,9%	317,3%
Crédits d'investissement	847,1	1 155,6	1 936,8	1 789,2	963,2	672,0	637,0	694,7	3,4%	-61,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	847,1	1 155,6	1 936,8	1 789,2	963,2	672,0	637,0	694,7	3,4%	-61,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	67,7	56,4	47,8	31,8	31,5	11,1	10,4	9,6	-13,4%	-69,7%
Crédits à l'habitat	0,0	133,5	122,8	111,7	40,8	45,9	44,6	43,4	-5,4%	-61,2%
Autres crédits	39,2	59,2	171,5	145,3	115,8	111,8	107,8	103,7	-7,2%	-28,6%
Encours sain	950,3	2 638,3	2 248,3	2 054,9	2 041,2	883,8	821,4	878,1	-0,6%	-57,3%
Ménages										
Crédits à la consommation	919,0	1 185,6	1 212,1	1 194,0	1 161,3	1 165,7	1 101,9	1 197,8	2,8%	0,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	895,7	1 168,9	1 187,7	1 177,9	1 144,7	1 148,1	1 086,1	1 186,6	3,4%	0,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	23,3	16,8	24,4	16,1	16,7	17,6	15,8	11,2	-36,7%	-30,5%
Crédits à l'habitat	352,6	267,8	324,6	236,6	214,6	189,6	169,0	154,2	-18,7%	-34,8%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 271,6	1 453,4	1 536,7	1 430,6	1 376,0	1 355,3	1 270,8	1 352,0	-0,2%	-5,5%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	289,4	273,6	224,2	185,8	185,8	287,8	287,1	270,5	-6,0%	45,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	289,4	273,6	224,2	185,8	185,8	287,8	287,1	270,5	-6,0%	45,6%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	289,4	273,6	224,2	185,8	185,8	287,8	287,1	270,5	-6,0%	45,6%
Autres agents										
Encours sain	80,3	52,1	70,1	30,6	22,9	15,6	10,5	10,2	-34,7%	-66,8%
TOTAL										
Encours sain	2 591,6	4 417,5	4 079,3	3 701,9	3 625,8	2 542,5	2 389,8	2 510,8	-1,2%	-32,2%
dont ECHZE	1 411,5	2 853,8	2 312,4	2 019,9	2 076,3	964,0	915,5	958,3	-0,6%	-52,6%
Créances douteuses brutes	586,1	508,3	473,0	447,4	444,2	437,7	445,1	412,6	-5,7%	-7,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	292,9	283,8	271,3	263,3	263,2	261,5	270,9	255,7	-2,2%	-2,9%
<i>(dt) Entreprises</i>	201,6	202,7	200,3	197,5	199,0	199,6	198,2	197,8	-0,9%	0,1%
<i>(dt) Ménages</i>	91,2	81,1	71,0	65,7	64,1	61,9	72,8	57,9	-6,5%	-12,0%
Provisions	293,2	224,5	201,7	184,2	181,0	176,1	174,1	157,0	-10,9%	-14,8%
Encours brut total	3 177,6	4 925,9	4 552,3	4 149,4	4 070,0	2 980,2	2 834,9	2 923,4	-1,9%	-29,5%
Taux de créances douteuses	18,4%	10,3%	10,4%	10,8%	10,9%	14,7%	15,7%	14,1%	-0,6 pt	3,3 pt
Taux de provisionnement	50,0%	44,2%	42,7%	41,2%	40,7%	40,2%	39,1%	38,0%	-2,2 pt	-3,2 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr